vinetur

L’Inde impose une taxe de 162,5 % sur le Scotch en vrac, aggravant le premier différend lié à son accord commercial avec le Royaume-Uni

Les autorités classent les concentrés de Scotch dans une catégorie taxée à 150 %, obligeant les importateurs à fournir des garanties pour débloquer les cargaisons

mercredi 18 novembre 2026



L’Inde applique une charge effective de droits et taxes de 162,5 % aux importations de whisky Scotch en vrac, selon huit sources directement informées du dossier et un document gouvernemental consulté par Reuters. Un revers pour les entreprises de spiritueux, qui s’attendaient à un tarif nettement inférieur dans le cadre de l’accord commercial entre l’Inde et le Royaume-Uni, entré en vigueur le 15 juillet.

Cette nouvelle charge dépasse le prélèvement de 150 % qui s’appliquait avant l’accord commercial et a ouvert ce que Reuters a décrit comme le premier différend majeur lié au pacte. L’accord avait ramené les droits de douane sur le Scotch à 75 %, une mesure que le Royaume-Uni et de grandes entreprises de boissons avaient présentée comme un gain important pour les exportateurs et pour des groupes tels que Pernod Ricard et Diageo. Ceux-ci expédient du Scotch en vrac vers l’Inde, où il est assemblé localement pour être vendu sur le marché des spiritueux grand public.

Au cœur du différend se trouve la classification par les autorités indiennes de certains concentrés de Scotch importés. Les enquêteurs indiens estiment que ces produits ont été importés sous une mauvaise catégorie douanière et devraient relever d’une nouvelle ligne tarifaire créée en mai pour les « préparations alcooliques composées ».

Cette catégorie est soumise à un droit de douane de 150 %. Une fois la taxe locale sur la consommation ajoutée, le prélèvement total atteint 162,5 %, selon le document gouvernemental et les huit sources, parmi lesquelles des dirigeants du secteur et des agents des douanes.

Le désaccord concerne un marché d'une ampleur exceptionnelle. Le marché indien des boissons alcoolisées est évalué à environ 65 milliards de dollars, et le pays est le premier marché mondial du Scotch en volume. Environ 80 % du Scotch expédié du Royaume-Uni vers l'Inde en volume arrive en vrac plutôt qu'en bouteille. Une grande partie sert à produire du whisky Indian-Made Foreign Liquor, en mélangeant une petite quantité de Scotch à d'autres spiritueux. Ces produits sont vendus à des prix bien inférieurs à ceux de marques entièrement importées telles que Chivas Regal ou Johnnie Walker.

Le différend dépasse donc le seul enjeu de la politique commerciale. Le Scotch en vrac est un intrant essentiel pour une large part de l'activité indienne du whisky. Le prélèvement plus élevé pourrait renchérir les coûts d'approvisionnement sur un marché de croissance majeur, fragiliser la trésorerie des importateurs et des producteurs locaux et compliquer la planification de la production si les cargaisons restent bloquées.

Le 11 novembre, Reuters a rapporté que des milliers de litres de Scotch en vrac, répartis dans plus de 80 conteneurs maritimes appartenant à Pernod, Diageo et Bacardi, étaient retenus dans des ports indiens, le différend s'éternisant. Dans le cadre d'une procédure provisoire de déblocage pendant la poursuite de l'enquête, les entreprises doivent verser à l'avance des droits équivalant à 75 % de la valeur des marchandises et couvrir le montant restant par des garanties bancaires, ont indiqué les sources.

Pernod et Diageo ont commencé à mettre en place des garanties bancaires et d'autres financements afin d'obtenir la libération des conteneurs bloqués et de maintenir leurs activités, ont indiqué à Reuters trois des sources. Bacardi étudiait encore les suites à donner. Diageo a refusé de commenter, tandis que Pernod et Bacardi n'ont pas répondu aux demandes de commentaires. Le ministère indien des Finances et

l’administration fiscale n’ont pas non plus répondu.

Les dirigeants du secteur affirment que la pression financière est immédiate. Les entreprises avaient déjà baissé les prix de vente au détail de certains produits à base de Scotch après l’entrée en vigueur de l’accord commercial, a déclaré une source du secteur de l’importation de spiritueux, et font désormais face à une charge fiscale plus élevée que prévu. Un autre dirigeant indien a indiqué que les entreprises n’avaient guère d’autre choix que de demander un déblocage provisoire, car le maintien de la production est essentiel, même si les garanties bancaires pèsent sur leur fonds de roulement.

La pression pourrait être plus forte pour les petites entreprises. Reuters a rapporté que Radico Khaitan, Allied Blenders and Distillers et Tilaknagar Industries, cotées à Mumbai, importent elles aussi du Scotch en vrac et font l’objet d’un examen, au même titre que les groupes multinationaux. Les petits importateurs pourraient avoir davantage de difficultés à obtenir des garanties, les prêteurs pouvant exiger des sûretés. Ces garanties doivent également être déclarées comme des passifs éventuels.

Le différend alimente les inquiétudes plus générales des investisseurs étrangers concernant le régime tarifaire et douanier indien. Reuters a rappelé que des différends tarifaires de longue date avaient déjà touché des entreprises comme Volkswagen et Samsung. Les responsables indiens ont affirmé appliquer la législation nationale, mais des dirigeants d’entreprise se sont plaints que les autorités les prennent souvent au dépourvu par leur manière de classer les importations.

La question est particulièrement sensible, car les droits de douane sur le whisky figuraient parmi les points les plus difficiles des négociations commerciales entre l’Inde et le Royaume-Uni. Les deux parties ont négocié pendant des années avant la mise en œuvre de l’accord, le 15 juillet. Le Royaume-Uni avait fait valoir que le pacte profiterait aux « produits emblématiques du Royaume-Uni », dont le whisky, et la Scotch Whisky Association a déclaré que l’accord pourrait accroître les exportations de Scotch vers l’Inde de 1,34 milliard de dollars sur cinq ans.

Le Royaume-Uni a déclaré à plusieurs reprises qu'il travaillait avec New Delhi pour résoudre le problème, tandis que les autorités indiennes ont affirmé que le différend serait réglé rapidement. Mais une note confidentielle d'enquêteurs indiens, révélée par Reuters le 11 novembre, indiquait que toute erreur de classification au titre de l'accord commercial devait cesser, car elle avait des « conséquences importantes sur les recettes » du gouvernement indien.

Des sources du secteur ont indiqué à Reuters qu'elles savaient déjà que la classification douanière faisait débat, mais ne s'attendaient pas à ce que la taxe locale supplémentaire s'ajoute aux droits de douane. Cette combinaison a transformé un accord commercial censé réduire les droits de douane en une nouvelle source d'incertitude pour un secteur qui dépend d'importations régulières en vrac afin d'approvisionner l'un des marchés du whisky les plus importants au monde.